

Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

relatif à la réalisation de prestations de mise à disposition de contenants, de collecte et du traitement des déchets non dangereux et des bio déchets (lot n°1), des déchets dangereux (lot n°2), et des déchets d'activités de soins à risque infectieux (lot n°3) au profit d'entités du ministère des armées (dépts ,79, 85 et 86)

Annexes :

- 1. Fiche incident
- 2. Rotations estimatives annuelles lots 1 et 2
- 3. Points de contact et adresses
- 4. Type de contenant demandé
- 5. Plan de localisation des bennes par site
- 6. Description des panneaux signalétique par déchets

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 2 - TEXTES DE REFERENCE	4
ARTICLE 3 - DESCRIPTIF DES PRESTATIONS	4
3.1 – Type de contenants par site :	4
ARTICLE 4 – TYPE DE PRESTATION	5
4.1 - Prestations récurrentes	5
4.2 - Prestations programmées à bons de commande	5
4.3 - Prestations sur devis	5
ARTICLE 5 - CONDITIONS D’EXECUTION	5
5.1 – Implantation	5
5.2 – Modalités d’exécution de la prestation	5
ARTICLE 6 - SUIVI DES PRESTATIONS	8
6.1 - Personnes habilitées à effectuer les contrôles	8
6.2- Modalités relatives au traitement des déchets	8
ARTICLE 8 - SECURITE ET PROPRETE DU SITE	9
ARTICLE 9 - OBLIGATION DE RENSEIGNEMENTS ET D’INFORMATION	9

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la mise à disposition de contenants, la collecte et le traitement :

- des déchets non dangereux et bio déchets (lot n°1),
- des déchets dangereux (lot n°2)
- des déchets d'activités de soins à risque infectieux (DASRI) (lot n°3)

au profit des formations rattachées au Groupement de Soutien Commun (GSC) de Poitiers – Saint-Maixent.

1 - Phase préparatoire :

Le prestataire dispose d'une période préparatoire d'un mois à compter de la notification du marché afin de procéder à sa mise en place initiale.

Pendant cette période, le titulaire a la charge :

- D'effectuer un état des lieux du site (points de collecte, circuit de ramassage, type et nombre de « contenants... »);
- De commander les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- D'organiser avec les interlocuteurs de l'administration, les réunions préparatoires nécessaires à la réalisation de la prestation (calendrier de mise en place des contenants et des collectes , synthèse sur le suivi administratif des déchets, information/formation s'il y a lieu du personnel au tri.....);
- De faire établir un plan de prévention.

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur l'importance de cette période préparatoire, durant laquelle tous les moyens devront être mis en œuvre afin de permettre à ses interlocuteurs sur les sites d'organiser les rendez vous nécessaires, de programmer la disponibilité des agents accompagnateurs et plus généralement d'assurer au titulaire que l'exécution des prestations se fasse dans les meilleures conditions possibles

2 – Interlocuteur du titulaire :

Pour chacun des sites concernés, le titulaire transmettra à l'administration le nom et les coordonnées (téléphone, fax, adresse électronique et postale) d'un interlocuteur unique qui assurera le lien avec la formation bénéficiaire pour tout ce qui concerne l'exécution de la prestation.

En cas d'absence de cet interlocuteur, le titulaire désignera un remplaçant et en informera ses correspondants sur site.

3 – Nature des prestations :

Pour chaque lot, les prestations suivantes sont à la charge du titulaire :

- La mise en place des contenants en location ;
- La mise à disposition et l'entretien de matériels (contenants intérieurs et extérieurs, compacteur...) adaptés selon le type de déchets ;
- La collecte, l'enlèvement et/ou le pompage et la pesée des déchets de l'ensemble des contenants mis à disposition par le titulaire et ceux contenus dans les contenants appartenant à l'administration ;
- La valorisation ou le traitement des déchets conformément à la réglementation en vigueur ;
- La traçabilité des déchets au profit de la personne publique suivie jusqu'à l'élimination finale ou la valorisation.

LOT n° 1 :

Les déchets non dangereux sont (liste non exhaustive):

- les déchets industriels banals,
- les déchets tout-venant,
- le papier et le carton,
- le verre,
- les emballages (canettes, bouteilles plastiques, etc),
- les déchets inertes,
- les déchets verts,
- bois,
- fer, ferraille...

Sites concernés :

- les sites de Poitiers (86),
- le site de Fontenay-Le-Comte (85),
- le site de Châtelleraut (86),
- les quartiers militaires de la place de Saint-Maixent-L'Ecole (79).

Mise à disposition de contenants, collecte et traitement des bio-déchets au profit des entités de la Base de Défense de Poitiers - Saint Maixent l'Ecole :

- les quartiers de Saint-Maixent-L'Ecole (79),
- les sites de Poitiers (86),
- le site de Fontenay-Le-Comte (85).

LOT n° 2 :

Les déchets susceptibles d'être collectés sont de nature suivante (liste non exhaustive) :

- antigels, solvants "chlorés" ou "non chlorés", carburants, solutions aqueuses, liquide de frein ;
- filtres à huile et filtres à carburant, emballages vides ayant contenu de l'acide ;
- absorbants et chiffons souillés ;
- pots de peinture (vides ou partiellement pleins) ;
- déchets souillés par la peinture (matériel, chiffons, gants jetables, tenues jetables) ;
- huiles usagées ;
- liquides non inflammables ;
- chiffons gras ;
- palettes souillées ;
- aérosols ;
- néons ;
- bombes aérosols ;

Sites concernés :

- les quartiers militaires de la place de Saint-Maixent-L'Ecole (79),
- le quartier Pulloch à Poitiers (86),
- le site de Fontenay-Le-Comte (85).

LOT n° 3 :

Mise à disposition de contenants, collecte et élimination des DASRI des entités de la Base de Défense de Poitiers - Saint Maixent l'Ecole :

- le Centre Médical des Armées (CMA) à Saint-Maixent-l'Ecole (79),
- l'antenne médicale de Poitiers (86),
- l'antenne médicale du CMFP (85).

ARTICLE 2 - TEXTES DE REFERENCE

Le titulaire respectera impérativement la réglementation en vigueur, notamment le code de l'environnement, en ce qui concerne le transport, les opérations de négoce et de courtage, le stockage et le traitement des déchets.
Il informera le site concerné de toute nouvelle réglementation.

ARTICLE 3 - DESCRIPTIF DES PRESTATIONS

La répartition des contenants, des volumes ainsi que la fréquence de passage de collecte des déchets par site, indiquée ci-après, est une estimation basée sur une antériorité qui ne saurait engager l'administration.

3.1 – Type de contenants par site :

Le détail des contenants par site et/ou par quartier est indiqué en annexe 1 à l'acte d'engagement (AE : bordereau des prix).

3.2 – Nombres de rotations estimatives annuelles :

Le nombre de rotations estimatives annuelles est indiqué :

- Lot n° 1 : déchets non dangereux : annexe 2 au CCTP
- Lot n° 1 : bio-déchets : annexe 1 à l'AE

Particularité :

Pour l'ensemble des sites, le titulaire assurera le ramassage des bio-déchets selon la fréquence définie dans l'annexe 1 à l'AE pendant les périodes d'activité normale. Pour ce qui concerne les périodes d'activités réduites (vacances de Noël, estivales...), il se mettra en relation avec le point de contact du site.

Une collecte sera assurée en fonction du planning établi entre le bénéficiaire et le prestataire, les modalités seront mises en place d'un commun accord.

Le ou les container(s) sont remis fermé(s) au chauffeur-collecteur et identifié(s).

L'identification de chaque emballage est à la charge du bénéficiaire, elle doit comporter le nom et l'adresse du bénéficiaire ainsi que le code client attribué par le prestataire.

Si le jour de la collecte est un jour férié, la prestation sera assurée soit le jour ouvré précédent, soit le jour ouvré suivant, après accord des deux parties (titulaire et responsable du site ou son représentant).

Point particulier : l'administration se réserve le droit de modifier le marché en cas d'acquisition de machines Bio-déchets.

- Lot n° 2 : déchets dangereux : annexe 3 au CCTP
- Lot n° 3 : DASRI : annexe 1 à l'AE

Collecte et élimination des DASRI des antennes médicales n° 109 Saint-Maixent l'Ecole (79), n° 107 de Poitiers (86) et Centre Médical de Fontenay le Comte (85), dont les adresses sont précisées en annexe 3 du CCTP.

Conformément aux articles R1335-2 et R1335-3 du Code de la Santé Publique, tout producteur de déchets d'activités de soins doit en assurer l'élimination.

A ce titre, la prestation comprend la fourniture d'emballages spécifiques (boîte à aiguille et cartons), la collecte, le transport et le traitement des DASRI préalablement conditionnés pour les établissements listés à l'article 1 du présent CCTP.

Le nombre d'emballages mis à la disposition du bénéficiaire devra être suffisant pour éviter un manque en cas d'activités plus importantes ou une collecte retardée.

3.3 – Tonnage estimatif annuel :

Pour l'ensemble des lots, le tonnage estimatif annuel par type de déchets est indiqué à l'annexe 1 à l'AE.

ARTICLE 4 – TYPE DE PRESTATION

4.1 - Prestations récurrentes

Elles concernent :

- la mise à disposition permanente des contenants par types de déchets au profit de l'ensemble des sites concernés au présent CCTP. (lots n° 1, 2 et 3). Elles comprennent le nettoyage et la désinfection systématique des contenants mis à disposition, ainsi que leur maintenance.
- la collecte, le transport et le traitement des bio-déchets (lot n° 1).
- la collecte, transport et remplacement d'un contenant pour les DASRI (lot n° 3)

4.2 - Prestations programmées à bons de commande

Elles concernent

- la collecte, le transport et le traitement des déchets non dangereux (lot n° 1) et dangereux (lot n° 2).

Compte tenu de la fréquence de collecte et traitement des déchets des postes, l'autorité chargée du suivi de l'exécution du marché transmet au titulaire du marché, par mail et sur leur site un bon d'enlèvement valant commande avec la liste des déchets à éliminer ainsi que la date d'exécution.

La prestation d'enlèvement devra intervenir quarante-huit heures (48H) maximum suivant la demande d'intervention

4.3 - Prestations sur devis

Des prestations exceptionnelles (non prévues) relatives à la mise en place exceptionnelle de contenants supplémentaires, à la collecte, au transport et au traitement ou valorisation de déchets non listés et en cas de collectes supplémentaires en cas d'accroissement ponctuel du volume de déchets produits, pourront être effectuées, sur devis auprès du titulaire du marché.

Cette demande de devis ne pourra être émise que par Division Consuite du Soutien (section Gestion environnement du travail (GET) ou section prescription des marchés).

Une fois le devis validé par la section unité opérationnelle (SUO) du GSC, un bon de commande est émis. La prestation sera effectuée dans un délai de 3 jours après émission du bon de commande par le bénéficiaire, ou à la date de début d'exécution précisée sur le bon de commande.

En cas de demande d'intervention d'urgence, le délai est ramené à 1 jour.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION

Les lieux d'exécution sont précisés à l'annexe 5 du CCTP.

5.1 – Implantation

L'implantation des points de collecte par poste fait l'objet de l'annexe 5 du présent CCTP.

En aucun cas, les contenants mis en place sur ces points de collecte ne pourront être déplacés sans concertation préalable entre l'opérateur et l'administration par l'intermédiaire du point de contact et de la cellule marché du GSC pour mise à jour du contrat.

Les lieux d'exécution des prestations et les points de contact des différents sites sont en annexe au présent CCTP.

L'ajout ou la suppression des bennes est formalisée par un acte modificatif.

5.2 – Modalités d'exécution de la prestation

Ce marché doit permettre d'enlever et de traiter l'ensemble des déchets décrits à l'article 1 du CCTP produits sur les différents sites de la Base de Défense de Poitiers-Saint-Maixent et ce quelles que soient les circonstances.

5.2.1 – Mise à disposition des contenants

Le titulaire fournit et met en place auprès de la formation bénéficiaire le nombre et le type de contenants indiqués dans son offre correspondant aux prestations demandées.

Il appartient au titulaire de proposer des contenants dont le nombre, le type et le volume sont optimisés par rapport aux besoins afin de satisfaire à l'obligation de résultat.

Les contenants devront être conformes à la réglementation en vigueur, en bon état et être équipés de manière à éviter toute dispersion et pollution au niveau des matières déposées.
Ils seront laissés à demeure sur site pendant la durée du marché.

Le matériel qui permet la collecte des déchets est fourni par le titulaire et reste sa propriété. De ce fait, il s'engage à le maintenir en parfait état de fonctionnement et d'hygiène ainsi qu'aux normes en vigueur.

Les modèles proposés devront correspondre aux modèles de l'annexe 4 et concilieront une excellente maîtrise des coûts et des conditions de mise à disposition puis de transport, avec les impératifs techniques propres aux sites (configuration des zones de retrait, poids maximal acceptable par benne etc).

Chaque contenant de collecte sera clairement identifié à l'aide de panneaux signalétiques aimantés, fourni par le titulaire pour identifier le type de tri (cf.annexe 5).

Dans le cadre du lot n° 1, la société s'engage à mettre à disposition du bénéficiaire les sacs spécifiques bio-déchets si le besoin est avéré.

Le nombre de contenants et leur nature peuvent évoluer en fonction de l'effectif, du besoin et de l'évolution de la réglementation. Une réunion de concertation entre les deux parties aura obligatoirement lieu avant tout changement.

Dans le cadre du lot n° 3, les conditionnements devront être adaptés aux différents type de DASRI : perforants (piquants, coupants et/ou tranchants) et non coupants (pansements...). Les emballages et conteneurs seront entreposés à l'intérieur des établissements dans un local destiné à cet usage.

5.2.2 - La collecte

La collecte et l'évacuation des déchets sont exécutées au moyen de véhicules adaptés et conformes à la réglementation en vigueur, notamment liée au code de l'environnement.

La manutention de tous les conteneurs, qu'il s'agisse de l'enlèvement ou du déchargement aux emplacements prévus, est à la charge exclusive de la société titulaire qui possède les moyens adaptés à l'opération.

Toutes les précautions et mesures préventives sont prises par le titulaire pour que les déchets ne puissent en aucun cas s'échapper de leur contenant pendant le chargement et le transport.

Les demandes de collecte se feront en priorité via le site de la société du titulaire.

Seuls les gestionnaires de déchets (GDD), la cellule GET ou la cellule prescription des marchés du GSC pourront faire la demande de collecte, d'enlèvement ou autre via le site de la société.

La prestation d'enlèvement devra intervenir quarante-huit (48) heures maximum suivant la demande d'intervention.

Le titulaire devra prévenir l'entité **avant chaque prestation** (mise à disposition, collecte), **en aucun cas il ne peut accéder au quartier sans prise de rendez-vous préalable.**

En parallèle du suivi des collectes que l'on peut trouver sur le site, le titulaire devra donner le bon d'enlèvement, de collecte **format papier** au gestionnaire des déchets du site concerné à la fin de chaque prestation de collecte/enlèvement.

La collecte est exécutée sur les points de ramassage et sur l'itinéraire fixé (plan de chargement) par le site concerné, sur toutes les voies ouvertes à la circulation, accessibles en marche normale au camion benne suivant les règles du code de la route. A l'exception d'un cas de force majeure, l'itinéraire devra être maintenu afin d'éviter des variations pendant les heures de collecte.

Les collectes seront effectuées uniquement les jours ouvrés.

Si le jour de la collecte est un jour férié, la prestation sera assurée soit le jour ouvré précédent, soit le jour ouvré suivant, après accord des deux parties (titulaire et responsable du site ou son représentant).

En cas de non-respect du tri dans un contenant, le titulaire peut déclasser la benne en déchets ménagers pour non-conformité .

Après chaque enlèvement, le titulaire devra laisser la zone propre, accessible conformément aux normes environnementales.

Chaque collecte de déchets fera l'objet d'un bordereau de suivi des déchets (BSD), rédigé par le titulaire, précisant le nombre de contenants collectés et sera transmis au gestionnaire des déchets du site de ramassage.

Chaque enlèvement se fera suivant les réglementations imposées dans les différentes zones concernées (régionales, départementales...).

En supplément du site, au terme de chaque enlèvement le titulaire remettra à l'autorité responsable du suivi de l'exécution du marché, **un bon d'enlèvement**. Il comportera la date de l'enlèvement, le site concerné, le type et le nombre de conteneur, le numéro du conteneur, la nature des déchets et le numéro d'identification du véhicule utilisé. Ce document en double exemplaire, sera signé par le représentant du titulaire et contresigné par le gestionnaire des déchets local ou son suppléant. Chaque partie en conservera un exemplaire.

Le titulaire devra fournir en début de marché les arrêtés d'autorisation ou agréments des centres de transfert, centres de tri et centres d'élimination.

Le bénéficiaire se réserve le droit d'effectuer des contrôles.

5.2.3 - Marquage des contenants sur chaque site

Afin de discerner dans quel contenant doivent être déposés les différents déchets, le titulaire devra indiquer par un marquage bien visible, la nature du déchet qu'il doit recevoir (voir annexe 6).

- mise en place de couvercles de couleurs différentes, de panneaux aimantés, d'autocollants, indiquant la nature des déchets à l'aide de pictogrammes ou images indiquant explicitement les déchets pouvant être mis dans le contenant ainsi que les déchets ressemblants qui ne sont pas acceptés.

Cette identification est permanente et ne doit prêter à aucune confusion. Le renouvellement de la signalisation sujette à décoloration, perte, vol ou effacement partiel doit être prévu par le titulaire.

Le titulaire assurera un affichage ou un panneau d'affichage lisible des différents lieux de mise en place des contenants.

5.2.4 – Le transport

La prestation inclut le transport des déchets à destination des sites agréés.

La collecte et l'évacuation des déchets sont exécutées par des véhicules en nombre suffisant. Le titulaire utilise des véhicules adaptés à la largeur des rues, impasses, contre-allées et voies privées.

Les véhicules assurant les collectes doivent être maintenus en bon état de fonctionnement et aux normes en vigueur.

Les véhicules comportent des dispositifs d'accrochage pour les transports des pelles et des balais, et sont équipés de dispositifs lève-conteneurs adaptés aux matériels existant.

Les véhicules munis d'un système de pesée embarquée ou système équivalent, avec ticket de pesée à l'arrivée et à la sortie des sites concernés seront appréciés par l'administration.

En cas de conditions météorologiques exceptionnelles (neige, verglas, mise en place de barrières de dégel...) ou de situation particulière de nature à empêcher le déroulement normal de la prestation, les parties fixeront, d'un commun accord, un mode d'exécution du service adapté. Faute d'entente, les modalités de la collecte seront définies après décision du responsable du site ou son représentant.

En cas de panne du véhicule assurant la collecte, le titulaire est tenu, sans supplément de prix, de mettre en service au plus tard dans les vingt-quatre (24) ou quarante-huit (48) heures suivant la panne, un véhicule de remplacement.

Le prestataire s'engage à utiliser des véhicules spécialement adaptés pour le transport des DASRI et à effectuer le transport conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur (Code de la Santé Publique).

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et transport des fournitures jusqu'au lieu de livraison incombent au titulaire.

Ainsi les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire restent sa propriété. De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

5.2.5 - Le traitement

Le titulaire du marché s'engage à éliminer les déchets par un type de traitement conforme aux prescriptions réglementaires du code de l'environnement et d'une manière générale à toute réglementation qui entrerait en application au cours du marché.

Une attention particulière sera portée sur la quantité enlevée et le type de déchets figurant sur le bordereau de suivi.

Les déchets valorisables feront l'objet d'un traitement approprié. Pour les autres déchets, le titulaire s'engage à proposer dès que possible, des solutions de valorisation de ceux-ci.

Le prestataire s'engage à incinérer ou traiter les DASRI dans des installations conformes à la réglementation en vigueur.

Il devra indiquer lors de la réunion de la mise en place du marché, le lieu de l'installation d'incinération du prestataire ainsi que l'installation d'une substitution en cas d'arrêt d'activité momentanée du traitement.

Un suivi du traitement des déchets devra être consultable sur le site du titulaire et/ ou les sous traitants.

Il sera demandé aux titulaires et/ou les sous traitants du marché de fournir des droits d'accès (LOGIN/Mot de passe) aux données consultables sur leurs sites.

5.2.6 - Maintenance du matériel

Le titulaire est responsable de la maintenance de l'ensemble des matériels qu'il affecte à l'exécution de la prestation.

Il doit donc disposer d'un matériel en parfait état de fonctionnement et devra assurer à cet effet, toutes les opérations d'entretien (nettoyage et désinfection), de réparation, de renouvellement et de remplacement des contenants mis à disposition.

En cas d'indisponibilité d'utilisation d'un contenant, à la suite d'un problème technique quelconque, ce dernier s'engage à remplacer le matériel défectueux, à ses frais, par un autre équipement équivalent, pendant les heures ouvrables dans un délai de quarante-huit (48) heures maximum.

Si l'échéance du délai tombe un samedi, un dimanche ou un jour férié, le remplacement aura lieu le premier jour ouvré suivant.

5.2.7 - Retrait du matériel en fin de marché

Une fois les contenants du nouveau marché mis en place, le titulaire s'engage à retirer les contenants lui appartenant dans les 5 jours ouvrés.

5.2.8 – Sensibilisation des utilisateurs

Le titulaire est responsable des séances de sensibilisation auprès des utilisateurs. A ce titre, les séances seront planifiées en accord avec les deux parties et selon la fréquence faite dans son mémoire technique.

ARTICLE 6 - SUIVI DES PRESTATIONS

6.1 - Personnes habilitées à effectuer les contrôles

Le titulaire doit désigner par écrit un représentant unique qui s'assurera de la bonne exécution des prestations, ces dernières relevant d'une obligation de résultat. Cette personne sera le correspondant privilégié du bénéficiaire des prestations pour tout problème rencontré dans l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur désignera un représentant pour le bénéficiaire ou une personne habilitée par le Ministère des Armées afin de réaliser les opérations de vérifications. Celui-ci a pour mission de transmettre au titulaire les remarques des utilisateurs et les éventuelles anomalies constatées. Le représentant du bénéficiaire ou le chargé de prévention centralise tous les bordereaux de suivi de déchets.

6.1.1 - Contrôles

Les contrôles sont à la charge de la personne publique. Ils ont pour finalité la vérification des prestations conformément aux prescriptions du présent CCTP, de l'état des panneaux signalétiques ainsi que l'implantation des bennes.

En cas de différend une fiche incident (annexe 1 du CCTP) sera renseignée et adressée au titulaire du marché afin de le prévenir immédiatement des difficultés rencontrées.

En cas d'infraction, il sera fait application des pénalités et/ou des réfections prévues au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Le responsable des sites militaires ou son représentant peut être amené à se déplacer sur les lieux de traitement ou d'incinération des déchets pour effectuer des contrôles inopinés.

Pour le lot n° 3 (DASRI) :

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées au moment même de la livraison de la fourniture (examen sommaire), par la personne effectuant la réception des commandes ou habilitée à cet effet. Cette dernière apposera la date et sa signature sur le bon de livraison.

Tout article qui présentera un défaut d'emballage sera retourné aux frais du titulaire, étant entendu que le constat de la détérioration se fera en présence du livreur mandaté par le titulaire, lequel sera tenu de remplacer le contenant.

6.1.2 - Fréquence des contrôles :

Les contrôles auront lieu de manière régulière et de manière inopinée au moins une fois par mois après l'exécution de la prestation et sur des zones choisies de manière aléatoire, afin de contrôler la qualité des prestations effectuées. Ils pourront être réalisés de manière contradictoire entre le représentant du bénéficiaire et le représentant du titulaire afin que celui-ci puisse transmettre les éventuelles remarques à sa hiérarchie.

Dans le cas d'un résultat non-conforme aux spécifications du marché, cette fréquence sera augmentée à l'initiative de la personne publique. De plus, dans le cas d'anomalie constatée, le titulaire disposera d'un délai de vingt-quatre (24) heures maximum pour rejoindre le site concerné. A défaut le titulaire est reconnu avoir accepté les remarques du bénéficiaire.

A l'issue de ces vérifications, il pourra être constaté soit une exécution normale, soit une exécution non conforme entachée d'un ou plusieurs défauts.

Pour l'ensemble des prestations, en cas de manquement aux obligations ou de défauts, le titulaire mènera les actions correctives nécessaires dans les vingt-quatre (24) heures suivant l'envoi de la convocation de son représentant.

La fiche incident (annexe 1) sert à relever les non-conformités et à indiquer la décision prise.

6.2- Modalités relatives au traitement des déchets

Le titulaire est responsable du traitement des déchets conformément à la description de la filière de traitement proposée dans son mémoire technique pour chaque type de déchet.

Le titulaire doit :

- contrôler la conformité des différents types de déchet et de matières valorisables avec la réglementation en vigueur et les prescriptions techniques des filières de valorisation ;
- valoriser ou assurer le traitement conformément à la réglementation en vigueur.

A ce titre le titulaire doit mettre en œuvre un mode de traitement des déchets qui privilégie :

- d'une part la proximité par rapport au lieu de production des déchets,
- d'autre part le traitement selon la hiérarchisation suivante : le recyclage, la valorisation (notamment énergétique), l'élimination (le recours à l'enfouissement ou à l'incinération devra être limité afin de préserver l'environnement).

ARTICLE 7 - PERSONNEL CHARGE DES OPERATIONS DE COLLECTE ET D'EVACUATION

Le titulaire du marché doit respecter la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité, de condition de travail et de protection de l'environnement.

Le titulaire du marché fournira le personnel nécessaire à la réalisation de la prestation. Il est responsable des personnels ainsi que des véhicules affectés à la collecte.

Le titulaire devra doter son personnel d'exécution, de vêtements de travail et de protection (EPI) nécessaires à l'exécution du marché.

Tous les personnels accédant sur les différents sites doivent être en possession des autorisations d'accès, de leur permis et de la formation nécessaire à la conduite spécifique des véhicules, pouvant les présenter à tout moment sous peine de se voir refuser l'accès sur les différentes entités.

Le titulaire devra prévenir la cellule prescription suffisamment en avance en cas de tout changement de personnel sous peine de se voir refuser l'accès sur les différents sites. Il devra fournir les documents nécessaires pour leur accès sur les sites militaires.

ARTICLE 8 - SECURITE ET PROPRETE DU SITE

Le titulaire est responsable en cas d'accident, d'infraction, d'enfoncement de trottoirs, de dégâts aux canalisations et de toutes autres dégradations qui pourraient se produire lors de l'enlèvement, de la mise en place des conteneurs ou de leur transport. Le titulaire s'engage à débarrasser entièrement les bacs de leur contenu et à assurer la propreté des abords immédiats du matériel en permanence ainsi que la propreté et la désinfection des contenants. Il devra laisser l'endroit dans un état de propreté satisfaisant.

Les récipients vidés sont ensuite déposés sur leur fond, couvercle fermé, frein bloqué s'ils en sont pourvus, à l'emplacement prévu. Toutes ces opérations sont à effectuer en évitant tout bruit et toute détérioration des récipients.

Il est interdit au personnel chargé de la collecte de repousser à l'égout ou au ruisseau tout ou partie des détritiques tombés sur la voie publique.

Toutes les précautions et mesures préventives sont prises par le titulaire afin que les déchets ne puissent en aucun cas s'échapper des contenants pendant le chargement et le transport.

Le titulaire informe l'administration de toute anomalie pouvant nuire à la sécurité de l'enlèvement et du transport.

En cas de demande de l'administration, le titulaire s'engage à déplacer les conteneurs, au sein de l'enceinte militaire, sans surcoût.

En aucun cas, le bénéficiaire pourra déplacer lui-même les matériels ne lui appartenant pas. S'il souhaite modifier leurs emplacements, une demande écrite sera adressée au titulaire.

ARTICLE 9 - OBLIGATION DE RENSEIGNEMENTS ET D'INFORMATION

Un bilan d'élimination détaillé par nature de déchets et en tonnage, aux fréquences suivantes

- 1 - mensuellement (avant le 20 du mois suivant)
- 2 - annuellement, arrêté au 31 décembre de l'année en cours et transmis avant le 31 janvier de l'année suivante.

Le bilan mensuel indiquera clairement par type de déchets et par site :

- les dates d'enlèvement,
- le type de contenant vidé,
- le volume et le tonnage collecté et traité avec indication des filières d'élimination,
- les numéros des bordereaux de suivi des déchets,

Ces bilans seront adressés par mail à l'adresse suivante :

gsbdd-smp-dcs-bcp-get.resp.fct@intradef.gouv.fr

L'administration se réserve le droit de demander à tout moment des informations complémentaires.